

# Face au capitalisme en crise, les travailleurs doivent défendre leurs intérêts communs

Partout le monde s'enfoncé dans la crise économique et politique et de nombreux pays vont vers la catastrophe. La guerre en Ukraine aggrave la déroute d'un capitalisme à bout de souffle, et les ruptures d'approvisionnement depuis la Russie et l'Ukraine se multiplient.

Les capitalistes, pariant sur une longue baisse de l'activité, se lancent dans la spéculation plutôt que d'investir dans la production. Spéculant sur l'énergie, les matières premières, les produits alimentaires, ils aggravent les pénuries et provoquent une inflation galopante ! Les pénuries alimentaires et la famine vont rapidement toucher 100 millions de personnes supplémentaires.

Et dans des pays riches comme ici, les factures de chauffage ont doublé, comme les pleins pour la voiture ; les loyers, assurance, nourriture et taux des emprunts ne cessent d'augmenter, les salaires ne suffisent plus ! Il faut au minimum 500 € de plus pour s'en sortir ! Et l'indexation réelle des salaires sur les prix !

De leur côté, les banques en profitent pour augmenter leurs taux d'intérêt, y compris au détriment de pays déjà extrêmement pauvres. Le Sri Lanka, Nigeria, Pakistan, Ghana, et bien d'autres, utilisent déjà plus de 50 % de leurs revenus pour payer les intérêts de leur dette.

Il leur reste de quoi entretenir police et armée, pour assurer un régime répressif et maintenir l'exploitation de leur population, voire l'écraser si elle cherche à se révolter.

Les affameurs capitalistes n'ont aucune limite dans le mépris des peuples des pays pauvres. Mais en Europe aussi, les États vont essayer de faire payer les dettes par la population, par des coupes dans les dépenses sociales, le démantèlement de services indispensables comme la lutte contre les incendies et inondations.

Et les conséquences de la crise capitaliste ne s'arrêtent pas là. Le marché

mondial ne peut plus s'agrandir. Alors de la guerre commerciale pour accaparer le marché détenu par un concurrent plus faible, le capitalisme finit par passer à la guerre avec des chars, des canons... et des soldats. Ce sont les raisons fondamentales de la guerre ukrainienne.

Après l'effondrement de l'URSS en 1991, les États capitalistes occidentaux ont mis la main sur l'économie des pays autour de la Russie, et ils rêvaient de dominer l'Ukraine... et plus tard la Russie. Ce que n'ont pas accepté Poutine et la bureaucratie au pouvoir en Russie.

Les dirigeants russes ont voulu stopper l'avancée de l'OTAN et des pays occidentaux en Ukraine par les méthodes les plus barbares, en engageant une guerre fratricide et en imposant une dictature encore plus violente en Russie même pour museler les oppositions.

L'armée russe ayant montré sa faiblesse, et n'ayant pas réussi à renverser le gouvernement ukrainien, l'OTAN et les États occidentaux se préparent à affaiblir au maximum la Russie, en fournissant armes lourdes, blindés, drones, etc, à l'armée ukrainienne.

Les capitalistes occidentaux affaiblissent la Russie avec la vie et le sang de la population ukrainienne ! Mais nous, s'ils ne nous demandent pas de donner notre vie - pas encore - ils voudront nous faire payer les milliards de fournitures militaires qu'ils ont livrées à l'Ukraine !

Déjà, ici, le syndicat patronal FEB, demande aux gouvernements de baisser l'impôt des sociétés, de supprimer l'indexation automatique des salaires, et - comme ils disent - de « moderniser » la concertation sociale, c'est-à-dire d'affaiblir les syndicats.

Pourtant, malgré la crise, malgré les baisses de production, les actionnaires des banques et grandes sociétés ont encore augmenté leurs profits ! Pour les remercier ils ont même augmenté de 31% la rémunération de PDG !

Alors plus que jamais les travailleurs ont besoin de se préparer à se défendre. Il est nécessaire que les travailleurs s'organisent et se mettent d'accord sur leurs revendications essentielles : emplois, salaires, conditions de travail, prix des produits...

Il faut aussi que les travailleurs refusent de se laisser embobiner par les discours patronaux sur la compétitivité, sur la défense de la Belgique, de l'Europe, de la Flandre ou de la Wallonie... pour se rassembler pour les luttes qui ne manqueront pas de venir. Pour cela il faut aussi un parti ouvrier qui soit prêt à aller jusqu'où les travailleurs sont prêts à aller, y compris jusqu'à un pouvoir ouvrier qui renversera le capitalisme.